

Interview

Moussa Diomandé, expert en économie

"L'Afrique peut s'inquiéter d'une conjoncture assez sombre"

L'embellie qui fait suite à la crise mondiale, si elle fait naître un grand optimisme chez certains spécialistes, entraîne prudence et vigilance chez d'autres experts. Au nombre de ceux-ci, Moussa Diomandé, PDG Groupe GLS Catering et Services, qui dans cette interview décrypte la situation économique de l'heure, tout en faisant des propositions.

Une interview réalisée par Lassina KEITA

Au moment où la situation économique mondiale, après la crise tend vers une embellie, quels constats ou leçons peut-on tirer de cette situation qui a semble-t-il aussi secoué l'Afrique ?

Sortie de crise ? Je vous trouve très optimiste ! Je serai plus prudent. Quant aux leçons, je ne suis pas sûr que les bonnes leçons aient été tirées.

Le léger rebond de l'économie américaine est très fragile, tant la consommation des ménages est en recul. En Allemagne et en France, le constat est le même : la reprise de l'activité, bien que ténue, est réelle après une très violente contraction en 2008 et au premier semestre 2009. Le retour à la croissance permis par les plans de relance est-il une simple embellie avant une rechute ou annonce-t-il la réinsertion de l'économie mondiale dans un cycle vertueux ? Il est encore trop tôt pour le dire. En tout état de cause, la reprise est loin d'effacer les pertes d'emplois causées par la crise mondiale. Le Bureau international du travail (BIT) estime que le nombre de chômeurs augmentera de 60 millions de personnes en 2009 par rapport à 2007. Dans ce chiffre global, l'Afrique comptera quatre millions de chômeurs supplémentaires. D'une manière générale, les économies africaines, dont les systèmes bancaires sont faiblement intégrés à l'architecture financière mondiale, n'ont pas immédiatement

subi les effets de la crise. Mais le recul de l'activité des principaux partenaires de l'Afrique commence à se faire sentir d'autant plus que les structures de ces pays sont très fragiles. Il n'existe virtuellement aucune protection sociale et encore moins d'assurance-chômage. La baisse de la demande mondiale de matières premières, conjuguée à la réduction de l'aide au développement, a pour effet premier de diviser par deux ou trois les taux de croissance africains. Plus gravement, les économies qui s'étaient tournées vers des productions d'exportation, l'horticulture en étant l'exemple le plus éloquent, se retrouvent dans une impasse, faute de clients. Les experts tablent en effet sur une croissance moyenne de 2%, contre 5 à 6% au cours des périodes précédentes. De plus, les remèdes appliqués dans les économies développées ne sont pas envisageables, surtout faute de moyens mais aussi en raison de structures économiques fort différentes en Afrique. Le continent n'est pas sans atout cependant : l'accent mis sur le développement de l'agriculture vivrière, au détriment de l'agriculture d'exportation, pourrait contribuer à résorber le chômage et à réduire la dépendance et les risques de famine. Le potentiel existe, il ne manque que l'impulsion politique.

Si je vous suis bien, la crise fait payer un



lourd tribut au continent ?

Oui, la crise financière fait payer un lourd tribut aux Etats africains et des actions urgentes sont nécessaires pour éviter une baisse des gains économiques importants réalisés sur l'ensemble du continent africain au cours des dernières années. Avec la récession économique actuelle, nous assistons à l'effondrement des prix, à une énorme volatilité des devises, à l'effondrement des cours des actions sur tous les marchés boursiers, à la quasi incapacité des entreprises à accéder à du financement commercial. Beaucoup de pays d'Afrique ont été témoins d'importantes sorties de capitaux et on ne le dit pas assez, mais des investisseurs se sont retirés du continent. Les marchés d'exportation développés suite à de gros sacrifices, sont soudainement fermés du fait que la demande des consommateurs dans les pays importateurs diminue et que le protectionnisme augmente. Les pays africains ont déjà perdu 2 à 3 pour cent de leur produit intérieur brut d'après cer-

tains experts et la baisse risque de se poursuivre. Par conséquent, des mesures à court, moyen et long termes s'imposent.

Sans apport de capital d'urgence, les pays africains seront confrontés à une sérieuse inversion des avancées économiques réalisées ces dernières années.

Pensez-vous qu'il y a, d'une part les économies africaines et d'autre part, les économies du monde, occidental notamment ?

D'abord vous avez raison de souligner qu'il n'y a pas d'économie africaine comme certains l'écrivent souvent, mais des économies d'Afrique, et autant de cas que de pays. A court terme, la crise devrait se traduire par un tarissement des liquidités financières et un certain repli vers les placements les moins risqués. Le problème est que certains pays africains sont dépendants des flux de capitaux. Or, on constate que les bailleurs de fonds actuels (principalement des pays riches) se focalisent sur d'autres projets. Les institutions multilatérales

telles que la Banque mondiale et le FMI devraient relancer des programmes de financement. Mais l'aide directe des pays riches risque de diminuer, à moins que la Chine et l'Inde n'amplifient leur présence sur le continent. Et puis, comment vont se comporter les devises nationales ? Quelles répercussions la crise aura-t-elle sur le franc CFA ? Autant de questions auxquelles il est peut-être trop tôt pour répondre. Les exportations ont déjà subi un net ralentissement tant au niveau des matières premières, énergétiques, qu'agricoles et minières. Au-delà des aspects financiers, l'Afrique peut s'inquiéter d'une conjoncture assez sombre à moyen terme. Pour la plupart des économies africaines, largement dépendantes des marchés mondiaux et sans aucune prise sur leurs clients, le ralentissement mondial risque de se faire sentir très fortement. La baisse des recettes d'exportations accompagnée de la raréfaction du crédit Aboutira à de faibles investissements productifs. Mais les vraies questions sont à plus long terme. Une redistribution géopolitique majeure est en cours. Des fonds souverains ou des fonds régionaux sont désormais à la recherche d'une présence mondiale ; de nouveaux pays dit du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), mettent en place une stratégie internationale, dont l'Afrique fait partie. J'y vois là peut être une opportunité à saisir pour le continent.

Le problème est que, crise ou pas crise, les économies africaines restent fragiles. Quels regards jetez-vous sur cet état de fait ?

Comment renforcer les économies africaines et les rendre compétitives, tel est

le sens de votre question ? Je ne reviendrai pas sur la nécessité de créer un environnement favorable pour que les entreprises africaines puissent se développer dans un climat positif. Cela est du ressort des politiques. Ceci étant, les chefs d'entreprises africains ont un rôle majeur à jouer dans ce processus de développement et de renforcement des entreprises du continent. Ils doivent élaborer et mettre en place des stratégies basées sur une amélioration de leur compétitivité au niveau international. Pour cela, il faudra évidemment passer par la recherche et le développement, la formation, la mise en place de systèmes de qualité, l'établissement de partenariats stratégiques avec des partenaires nationaux ou étrangers. En d'autres termes, il faudra savoir travailler en réseaux et surtout, ne pas hésiter à faire appel à des compétences externes si nécessaire.

Je pense que, comme au football, la meilleure défense c'est parfois l'attaque ; alors travaillons, adoptons les bonnes stratégies et n'ayons pas peur d'aller conquérir les marchés internationaux en vendant des produits à plus haute valeur ajoutée et innovants. Enfin pour terminer sur une note d'optimisme et d'espoir, n'oublions pas que la valeur financière des gisements de matières premières du continent est estimée à 46200 milliards de dollars par certains experts. Si on ajoute à cela un important réservoir de terres arables et le capital humain dont dispose l'Afrique, il semblerait que nous ayons les bonnes cartes en main. A nous de savoir bien jouer.

PDG Group GLS
 Catering & Services
www.gls catering.net